Manosque attend son service de réa

PHOTO STÉPHANE DUCLET

P.3

PROVENCE 13/06/14 - LA UNE

L'absence de service de réanimation aurait coûté la vie à 120 personnes

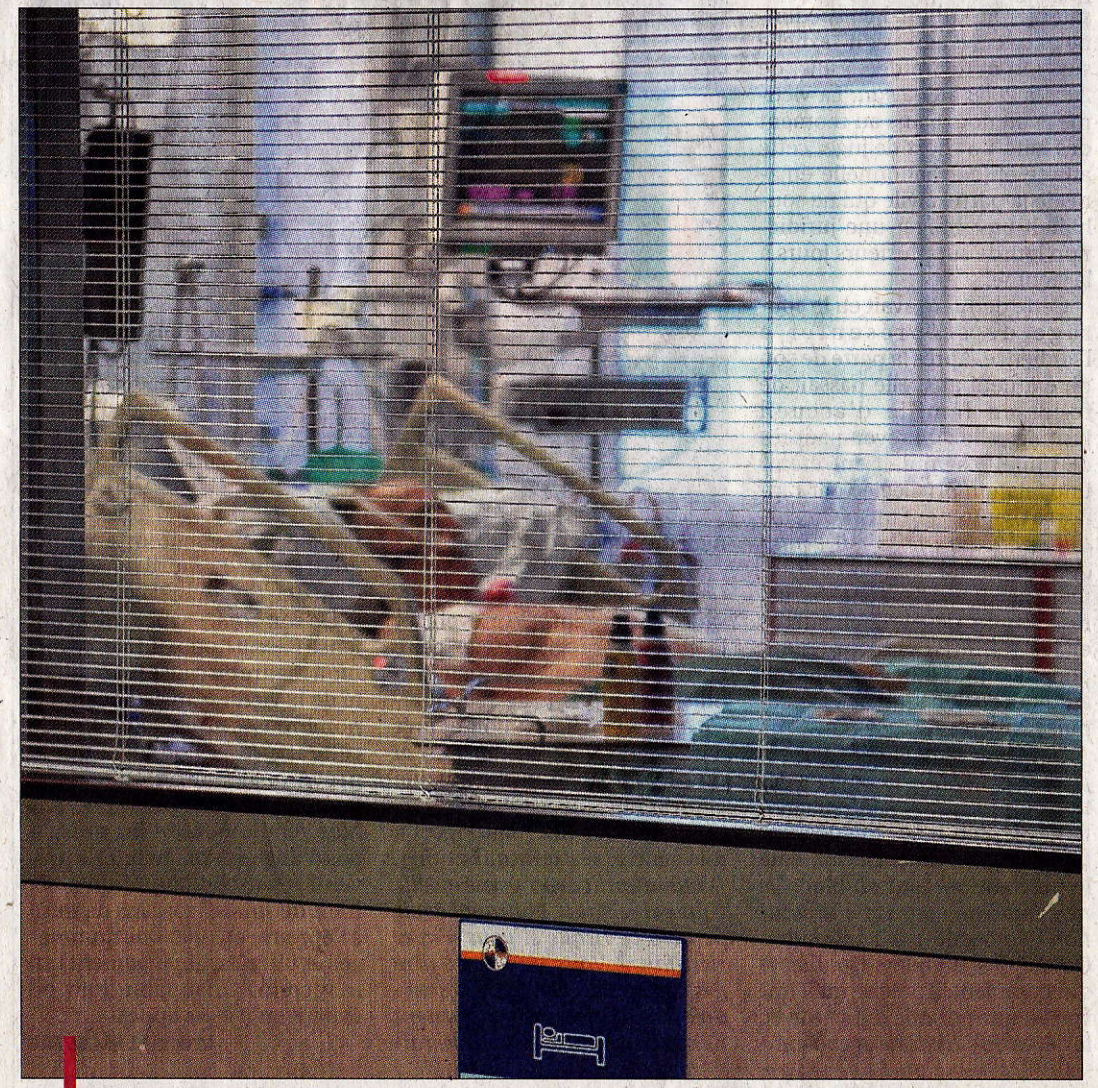
PROVENCE 13/06/14

MANOSQUE Le "collectif réa" a l'intention de passer à la vitesse supérieure pour faire entendre sa voix

Après une trêve de 4 mois imposée par les élections municipales puis européennes, le "collectif pour une réanimation à Manosque" reprend le combat et a bien l'intention de durcir le mouvement. Depuis 6 ans, l'association milite auprès de l'ARS-Paca (Agence régionale de santé) pour la création d'un service de réa au sein de l'hôpital Louis-Raffalli. C'est "*une totale aberration vu la sous-dotation du département qui n'a, à titre dérogatoire, que six lits de réanimation polyvalente à Digne*", s'insurge le collectif.

Une prise de position que les membres du collectif, présidé par Jean-François Pellarrey et appuyé par Cédric Volait, cadre administratif à l'hôpital de Manosque et secrétaire départementale CGT santé et action sociale, argumentent aisément depuis toutes ces années. Selon les statistiques nationales, il faudrait "*0,91 lit pour 10 000 habitants*". Donc il manquerait 11 lits dans le bassin de santé manosquin (04 et Haut-Var) qui compte 119 000 habitants. "*Manosque est la ville qui a la plus forte croissance démographique et économique. Avec Iter, l'arrivée vail, accidents de circulation...) qui nécessitent qu'au sein de*

> **"On repart sur les sentiers de la guerre."**
>
> JEAN-FRANÇOIS PELLARREY



Le collectif manosquin demande depuis six ans, huit lits de réa. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, il n'y a que six places à Digne. / PHOTO CYRIL SOLLIER

Et les arguments, ils en ont encore bien d'autres. "*Ne pas voir raient plus vers le Sud et aussi pour les bons professionnels.*"

les membres du collectif ont annoncé "*repartir sur les sentiers de la guerre car obtenir cette réa est nécessaire. On va monter d'un cran. C'est la seule chose qui pourrait faire bouger les choses. La réa on l'arrachera!*"

Sans vouloir dévoiler leur plan d'actions dans les détails, "*dès la rentrée ça va bouger! On va faire converger les actions des différents départements de Paca. Regrouper tous les collectifs pour des actions collectives au lieu de faire des petites actions individuelles. On va s'unir pour demander l'arrêt des fermetures et militer pour l'ouverture à Manosque. Toutes les municipalités nous soutiennent ainsi que la DLVA. On va solliciter les habitants et également resolliciter Manuel Valls qu'on avait rencontré à Forcalquier et demander un rendez-vous avec Marie-Sol Touraine.*" Le 11 juillet, le collectif a obtenu un rendez-vous avec le préfet du 04 pour exposer la situation.

Au cœur d'une politique globale de fermeture

Et cette décision de non-ouverture s'inscrit dans une politique publique plus large qui va entraîner la fermeture de 11 services de réa sur les 48 existants en Paca avant janvier 2016. Le premier sur la liste a été Briançon *(lire ci-dessous)*, dont le service a fermé début mai. "*L'hôpital de Briançon est en danger. Ca s'est passé comme ça pour l'hôpital de Sisteron, on a commencé par fermer*

de 4 000 salariés est prévue et l'hôpital a été désigné comme établissement référent", précise le président. Une telle arrivée "*va obligatoirement générer des risques nouveaux sur le territoire (pandémie, accidents du tra-*

l'hôpital référent soit créé un service de réanimation polyvalente de huit lits. Et non pas l'utilisation de ceux d'Aix ou de Marseille qui sont situés à plus d'une heure de transport et qui sont en permanence saturés".

de réa à Manosque cause la mort d'une vingtaine de personnes par an. Soit 120 en 6 ans. La route a fait 19 morts dans le 04 l'an dernier." Et d'ajouter: "*Ce serait une vitrine attractive pour les patients qui ne fui-*

De plus, "*les locaux de Manosque étaient prévus pour accueillir ce service, et ça ne coûterait rien de l'ouvrir. Ceux qui disent le contraire mentent. Ça serait financé par la Sécu.*"

Une fois ce postulat (re)posé,

un service puis un autre et maintenant c'est un Ehpad... On est dans une logique infernale de réduction des effectifs. On est dans une politique industrielle de la santé."

Lætitia GENTILL

LE TÉMOIGNAGE de Simone Morin

Provence 13/06/14

"Mon compagnon a eu un problème respiratoire et il est décédé faute de réa"

Simone Morin a fait passer la consigne dans son entourage. "*S'il m'arrive quelque chose je ne veux pas être hospitalisé à Manosque !*" Elle y a vécu le pire car son compagnon est décédé là-bas "*faute de service de réa*", assure-t-elle...

En couple avec Jean-Yves depuis 1989, Simone le soutient dans ses problèmes de santé. "*Il était très courageux. En 2000, une nuit il a eu un problème respiratoire. J'ai appelé les pompiers et c'est parti de là. Depuis on a dû le transférer très souvent au service réanimation d'Aix. Une fois même, il a fallu l'héliporter. Vous vous rendez compte des frais pour la sécurité sociale !*" Au fil des années son état se détériore et ses séjours à Aix se multiplient. Le 1er juin 2010, il a un problème cardiaque conjugué à une embolie pulmonaire, Simone appelle les secours à 4h du matin, qui le transporte aux urgences du nouvel hôpital, où il est placé en coma artificiel. "*Pourquoi ?*", écrira-t-elle dans un courrier à la municipalité, "*parce que le service réanimation on ne connaît pas (...) Il est 10 h, j'attends que le médecin des urgences me téléphone pour me dire qu'une place a été enfin trouvée en service réanimation dans une clinique d'Aix*".

Fin 2011, il est admis en maison de repos à Gréoux et le médecin décide de l'envoyer à l'hôpital de Manosque pour des examens complémentaires. "*Le lendemain, il était décédé. S'il y avait eu un service de réanimation, on aurait pu l'aider j'en suis sûre !*"

"*À Manosque on a un hôpital pour opérer les appendicites. À un certain moment n'importe quel patient peut avoir un problème respiratoire et avoir besoin de réa*", conclura-t-elle.

L.GI.

Le "collectif pour une réanimation à Manosque" repart en croisade pour obtenir huit lits à Louis-Raffali. / PHOTOS L.G

À BRIANÇON, LA RÉA VIENT DE FERMER

Le comité pourrait bloquer le Tour de France

Depuis le 1er juin, c'est un service de soins continus traitant de petites pathologies qui remplace le service de réanimation de l'hôpital de Briançon. Pour les cas les plus graves, c'est désormais un héliportage vers les hôpitaux de Gap, Grenoble ou Marseille qui est mis en place. Selon une moyenne établit par des médecins sur les trois dernières années et sur 330 personnes accueillies tous les ans, ce changement occasionnerait le décès de 12 à 15 personnes supplémentaires et de faibles chances de survie pour 35 à 45 d'entre elles. Mardi, le Comité de Défense de l'hôpital de Briançon a appelé la population, les agents et les élus à manifester contre la décision de fermeture de ce service. Au total, 600 personnes se sont mobilisées (◀). C'est le sixième mouvement, depuis l'annonce de cette réforme en 2012, qui aura été conduit par le Comité de soutien, les dates de fermeture ayant été plusieurs fois annoncées puis repoussées. La décision définitive a finalement été prise après les dernières élections municipales. L'une des raisons évoquée étant une carence de personnel au sein du service de réanimation suite au départ de deux médecins. Selon Guillaume Fassora, membre de la CGT de l'hôpital de Briançon, ces départs seraient dus à la situation instable depuis 2012 et au manque de lisibilité à long terme de leur emploi. Cinq candidatures auraient été proposées suite aux postes vacants et n'auraient pas trouvé d'écho. Les mobilisations n'ayant rien apporté de significatif à la situation, le Comité entend renforcer ses actions "*même si rien n'est décidé encore*" et n'écarte pas la possibilité d'un blocage du prochain Tour de France qui devrait traverser la ville de Briançon le 19 juillet. D'autres actions plus importantes devraient également voir le jour afin de dénoncer "*la politique du chiffre*" selon les termes de Guillaume Fassora.

J.OI.